

Sélection d'article sur la politique suisse

processus

Initiative populaire «Pour des grandes entreprises responsables – pour la protection de l'être humain et de l'environnement» (Initiative pour des multinationales responsables)

Imprimer

Éditeur

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Contributions de

Drompt, Louise

Citations préféré

Drompt, Louise 2025. *Sélection d'article sur la politique suisse: Initiative populaire «Pour des grandes entreprises responsables – pour la protection de l'être humain et de l'environnement» (Initiative pour des multinationales responsables), 2024 - 2025.* Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. www.anneepolitique.swiss, téléchargé le 30.06.2025.

Sommaire

Chronique générale	1
Economie	1
Politique économique	1
Politique structurelle	1

Abréviations

UNO	Organisation der Vereinten Nationen
NGO	Nichtregierungsorganisation
OECD	Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
EU	Europäische Union
GSoA	Gruppe für eine Schweiz ohne Armee
CSDDD	EU-Corporate Sustainability Due Diligence Directive
economiesuis se	Dachverband der Schweizer Wirtschaft
<hr/>	
ONU	Organisation des Nations unies
ONG	Organisation non gouvernementale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
UE	Union européenne
GSsA	Groupe pour une Suisse sans Armée
CSDDD	Directive de l'UE sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité
economiesuis se	Fédération des entreprises suisses

Chronique générale

Economie

Politique économique

Politique structurelle

INITIATIVE POPULAIRE
DATE: 24.12.2024
LOUISE DROMPT

Le 7 janvier 2025, la **récolte de signatures** pour l'**initiative populaire «Pour des grandes entreprises responsables – pour la protection de l'être humain et de l'environnement»** a été lancée par la Coalition pour des multinationales responsables, quatre ans après l'échec d'une première initiative poursuivant le même but et trois ans après l'entrée en vigueur du contre-projet du Conseil fédéral. Le nouveau comité d'initiative, composé de 27 personnalités politiques issues du Centre, du PS, des Vert-e-s, du PLR et du PCS, d'entrepreneuses et entrepreneurs et de responsables d'ONG, a relancé le débat après l'introduction de nouvelles directives au sein de l'Union européenne (UE), en particulier la Corporate Sustainability Due Diligence Directive (CSDDD), adoptée au printemps 2024 par le Parlement européen. Dans un «Appel» lancé en juin 2024 en faveur d'un prompt rehaussement des directives suisses, la possibilité de relancer une initiative avait déjà été énoncée, dans le cas où le Conseil fédéral ne se conformait pas rapidement aux mesures prises par l'UE.

Les objectifs de la nouvelle initiative sont similaires à ceux invoqués dans la précédente, c'est-à-dire l'obligation pour les multinationales de se conformer aux normes environnementales et aux droits humains de l'ONU et de l'OCDE. Toutefois, la cible de l'initiative est désormais plus clairement définie. Le texte doit concerner les multinationales dont le chiffre d'affaires dépasse CHF 450 millions ou ayant plus de 1000 collaboratrices et collaborateurs de se conformer aux normes environnementales et aux droits humains. Pour les secteurs les plus risqués tels que le commerce de matières premières, le texte s'applique également à de plus petites entreprises, dès CHF 40 millions de chiffre d'affaires ou 250 collaboratrices et collaborateurs. Cette mise en conformité se déroule en trois étapes : premièrement la détermination des risques, ensuite la prise de mesures adéquates, et finalement la présentation de rapports sur les effets des mesures prises. Par ailleurs, la surveillance doit être effectuée par une entité indépendante, habilitée à prendre des sanctions.

Dans la presse, l'heure était aussi aux premières réactions. Si le parti du Centre est largement représenté dans le comité, l'initiative ne fait pourtant pas l'unanimité dans ses rangs. Selon Benjamin Roudit (centre, VS) dans Le Temps du 8 janvier 2025, l'initiative souffre d'un mauvais timing : «Elle arrive beaucoup trop tôt après la dernière votation. Nous devrions nous laisser le temps de voir comment le contre-projet adopté déploie ses effets (...)». Du côté d'Economiesuisse, Erich Herzog estime, dans la NZZ am Sonntag du 15 décembre 2024, qu'avec l'évolution de la politique industrielle à l'échelle internationale, l'UE pourrait à l'avenir revoir sa position et alléger certaines mesures bureaucratiques. Il a ainsi appelé à un maintien d'un cadre réglementaire souple : «Um weiterhin stark zu bleiben, muss die Schweiz Kompatibilität und Flexibilität unter einen Hut bringen».¹

INITIATIVE POPULAIRE
DATE: 21.01.2025
LOUISE DROMPT

Seulement **14 jours** après le lancement officiel de la campagne, le comité de l'initiative « Pour de grandes entreprises responsables – pour la protection de l'être humain et de l'environnement » (**Initiative pour des multinationales responsables**) a déjà récolté **183'661 signatures**, alors que le délai imparti par la Chancellerie fédérale court jusqu'au 7 juillet 2026. D'après Marc Jost (pev, BE), membre du comité d'initiative, cité dans le Tages Anzeiger du 22 janvier 2025, ce succès s'explique par une mobilisation rapide et massive des bénévoles. Au total, en seulement quelques jours, 1'000 actions de collecte de signatures ont été organisées, rassemblant 10'000 participants. Selon la même source, bien que ces signatures doivent encore être validées, ce chiffre établit un **record de rapidité**. En 1993, le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) avait soumis son initiative contre les avions de combat après seulement 34 jours de collecte.²

1) FF 2025 7; NZS, 15.12.24; So-Bli, 5.1.25; TA, 6.1.25; AZ, CdT, LT, 8.1.25; CdT, 10.1.25
2) LT, 8.1.25; URZ, 11.1.25; AZ, CdT, TA, 22.1.25